

COMMUNIQUE

Réforme du BAC et du lycée :
le Snetap-FSU porte les exigences des personnels de
l'enseignement agricole public devant la commission MATHIOT

Une délégation du Snetap-FSU, menée par son secteur Pédagogie et Vie scolaire a rencontré le mardi 5 décembre les membres de la Commission MATHIOT chargée par le gouvernement de rédiger un rapport concernant une réforme du baccalauréat et du lycée.

Lors de cette audience, les membres de la Commission nous ont fait part de leurs premières réflexions concernant l'enseignement agricole, éléments qui se retrouveront (peut être) dans le rapport final présenté à J.M. BLANQUER dans la 2e quinzaine de janvier.

- Une prise de conscience de l'importance de la filière STAV pour notre système de formation et donc de son nécessaire maintien (*mais nous avons clairement du mal à voir l'organisation et le parcours prévu entre majeures/mineures pour un baccalauréat technologique. **Notre inquiétude reste entière ici.***)
- Il n'est en aucun cas question de remettre en cause de la filière S dans l'EAP. Dans les projets actuels, l'idée serait (pour la classe de terminale) de constituer, pour les lycées agricoles un binôme de majeures : Maths/EAT (avec 6h de cours pour chacune) avec à côté une discipline mineure.
- Une idée de remplacer le Bac actuel non pas par un contrôle continu mais par
 - 4 épreuves terminales : Philosophie, 2 majeures et un oral pluridisciplinaire.
 - Ainsi que par des « partiels » (ex : janvier de 1ère, juin de 1ère, Janvier de terminale) pour les disciplines du tronc commun et la ou les mineures. Ces épreuves pourraient se faire à partir de d'un banque de sujets nationaux et avec un anonymat des candidats. Les équipes des établissements voisins corrigerait ces épreuves (*l'organisation de ces épreuves serait-elle à la charge des établissements?*)

Au final, ce ne sont que les premiers éléments d'un débat majeur pour l'avenir du lycée et de l'examen du baccalauréat, débat dans lequel le Snetap-FSU entend bien peser.

Nous avons tout d'abord rappelé qu'il était impensable qu'un pan entier de l'Education soit laissé de côté dans cette réforme. Ainsi **l'EAP qui ne peut être écarté des échanges, de la réflexion comme cela a été pour le parcours étudiant**, par exemple. Nous avons bien rappelé que nous entendions être acteurs et forces de proposition dans cette réforme (nous produirons, par exemple, une contribution écrite dans les prochaines semaines concernant ce projet de réforme.)

Nous avons ensuite posé **nos exigences préalables à toute réforme** : le respect de l'identité de l'enseignement agricole public. A savoir : l'existence des 3 voies de formation dans l'enseignement agricole public et l'existence de lycées polyvalents ; l'importance du maintien de la filière générale dans l'EAP ; un renouvellement du Bac STAV, un Bac qui a du sens, dans lequel apparaîtrait clairement l'option choisie par l'élève. Par ailleurs, nous continuons de ne pas comprendre pourquoi la réflexion sur la réforme du lycée et du Bac exclut le Bac Pro, alors qu'il s'agit lui aussi d'un diplôme de niveau 4 et qu'une articulation entre les voies de formations est indispensable

Concernant les premières propositions/réflexions de la commission MATHIOT, nous avons bien marqué **notre opposition à la casse de l'examen national actuellement envisagée**. Nous avons rappelé notre refus d'un Bac évalué en contrôle continu et déconstruit le mirage que constitue le CCF tel qu'il est pratiqué dans l'EAP actuellement. Pour ce qui est du lycée modulaire, au-delà de notre opposition à des parcours trop complexes, totalement individualisés qui renforceraient encore les inégalités sociales et de genre, véritables dédales pour les familles et les élèves, nous avons, de plus, exprimé nos craintes d'un enseignement à deux vitesses...la carte des majeures/mineures/options dans l'EAP sera elle suffisante et non pas réduite à sa simple expression ?

Ainsi, le Snetap-FSU rappelle son attachement à un baccalauréat réalisé en épreuves terminales, à des séries bien identifiées et porteuses de sens. Le baccalauréat doit rester le premier grade universitaire et un point nodal d'une formation initiale validant de solides connaissances, compétences et une culture communes. Nous nous opposerons notamment à toute tentative de destruction et de fragilisation de la voie technologique qui ne peut être la victime collatérale de cette réforme.



F.S.U.

ENGAGÉES
AU QUOTIDIEN

Paris le 7 décembre 2017